

économie solidaire

1 ans

en Nord-Pas de Calais

La lettre des Acteurs pour une Economie Solidaire Nord-Pas de Calais

Regards en arrière pour aller de l'avant



Que dire sur les dix ans de l'APES ? "Pourquoi revenir sur l'histoire de cette (encore) jeune pousse ?", diront certains. Et pourtant, l'économie solidaire régionale serait certainement différente si l'APES n'avait pas existé, si une centaine d'acteurs aussi divers venant du bio, de l'entrepreneuriat autrement, des systèmes d'échanges locaux, de l'insertion militante, de l'éducation populaire, de la finance solidaire..., ne s'étaient retrouvés autour de cette certitude, un matin de printemps effervescent aux Archives du monde du travail à Roubaix : il existait une économie à la fois différente de l'économie pure et dure et de l'économie sociale, une économie qui voulait certes mettre l'Homme au centre, mais entendait regarder les pratiques avant les statuts.

Comment ne pas noter les similitudes entre cette période et notre actualité ? A l'époque où ce mouvement régional s'est lancé (un des premiers de France), un secrétaire d'état à l'économie solidaire venait d'être nommé....

Au travers de témoignages recueillis d'acteurs de l'APES, passons le doigt sur les creux et les bosses de ce cheminement. Mesurons le chemin parcouru pour envisager les voies à emprunter avec les acteurs d'aujourd'hui, à la fois différents et unis autour de cette ambition qui est restée la même : transformer l'économie réellement, la modeler, les mains dans la glaise.

Quid du paysage régional et national ?

La création puis le cheminement de l'APES se sont inscrits dans un contexte régional et national qui l'a influencé, en positif ou en négatif. Pour Laurent Gardin, chercheur à l'Université de Valenciennes (et membre individuel de l'APES), la naissance de ce mouvement coïncide avec la mise en place de politiques publiques régionales en faveur de cette autre économie (qui se déroule dans une continuité des dispositifs "Nouveaux services, nouveaux emplois" des années 90). Au cours de ces dix années, plusieurs évolutions lui seront favorables : structuration des acteurs de l'économie solidaire dans d'autres régions et au niveau national (avec le Mouvement pour une Economie Solidaire), multiplication des formations en ESS, reconnaissance de syndicats d'employeurs de l'ESS aux élections prud'homales, création du RTES regroupant des collectivités qui soutiennent ce secteur, regard plus attentif de l'économie sociale sur l'économie solidaire... En revanche, il constate "un grand vide" de plusieurs années au niveau des politiques nationales.



Laurent Gardin

De l'économie solidaire à l'économie sociale et solidaire

A partir de 2008 s'impose progressivement chez les acteurs l'appellation commune d'économie sociale et solidaire. "Il n'y a pas de conceptualisation précise autour de ce terme", note Laurent Gardin. "C'est une construction politique. Cela a répondu à un besoin pour les politiques publiques d'avoir une unité dans ce champ. Cela a permis aussi d'avoir dans une même notion la masse statistique de l'économie sociale et l'aspect innovant de l'économie solidaire. Enfin, cela a été l'occasion de dépasser les débats entre les plus militants de chaque bord."

Pour faciliter la lecture, nous avons utilisé le genre masculin pour les fonctions citées dans le texte, mais les deux genres, masculin et féminin, sont systématiquement concernés.



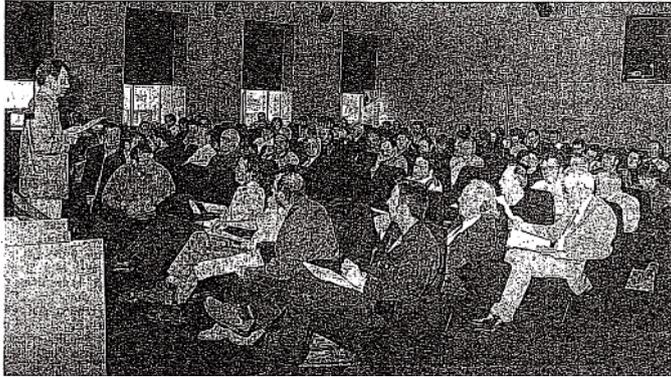
• Les acteurs qui témoignent	P 2-3
• Des défricheurs aux acteurs	P 4-5
• Bilan d'étapes des territoires	P 6-7
• Comment envisager l'avenir	P 8



Création à Roubaix d'une assemblée permanente

Un "ciment" pour l'Économie Solidaire...

Il existe dans la région quelque mille structures impliquées dans le domaine de l'économie sociale ou de l'économie solidaire. On les rencontre aussi bien dans l'industrie (textile, confection, imprimerie) que dans l'agriculture biologique, la culture, l'environnement, les nouvelles technologies.



Nord Eclair,
du 14 mai 2000

Pour revenir sur l'histoire du mouvement, nous avons fait un choix difficile parmi les acteurs présents aux débuts de l'aventure APES, ou arrivés au fil du temps. Vous ne voyez pas toutes les figures-phares dans ce journal ? Retrouvez ceux-ci en vidéos sur le site de l'APES : Christian Tytgat, Hélène Combe, Bernard Fautrez, Jean-Louis Robillard, André Renard. Retrouvez également sur le site les compte-rendus exhaustifs des entretiens avec les acteurs. www.apes-npdc.org

Quelques dates

- **13 mai 2000**
Réunion fondatrice à Roubaix, lancement de l'Appel
- **2001**
Adoption de la charte de l'APES
- **2002**
AG constitutive de l'association
- **2004**
Travail sur la démarche progrès
- **2008**
Changement de nom : l'Assemblée Permanente devient Acteurs Pour une Économie solidaire
- **2011**
Participation aux États Généraux de l'ESS et à la fondation du RIPESSE Europe

Dossier réalisé par Patricia Hanssens

Les acteurs qui témoignent :

- **Marie-Claude Armand** : en 2000, membre du conseil de surveillance d'Autonomie et Solidarité. A ensuite créé le CODES, réseau des acteurs de l'économie solidaire du Cambrésis.
- **Anthony Béharelle** : directeur de l'entreprise Croc' la vie
- **Salvatore Calvario** : en 2000, syndicaliste CGT et investi au Secours Populaire. A créé ensuite Touscan, association de coopération internationale.
- **Gérard Dechy** : en 2000, responsable Formation continue à Valenciennes, a co-créé la formation économie solidaire.
- **Anne-Laure Federici** : Salariée du GIEPP en 2000, deviendra l'animatrice de l'APES jusque 2008, puis permanente du RTES, réseau des territoires pour une économie solidaire.
- **Sandrino Graceffa** : En formation au DESS à Valenciennes en 2000, aujourd'hui directeur du cluster Initiatives et Cité.
- **Malik Ifri** : Président de Piles en 2000, association de soutien aux initiatives d'économie solidaire dans les quartiers. Aujourd'hui délégué communautaire Gens du voyage.
- **Hervé Knecht** : Directeur de Flandre Ateliers, entreprise adaptée, devenue Altereos
- **Albert Lebleu** : Président de Choeur de Fondateurs en 2002
- **Bertrand Leverd** : Président de l'association Auto solidaire
- **Patrick Loquet** : En 2000, responsable de la formation en économie solidaire à l'Université de Valenciennes, aujourd'hui consultant
- **Mauro Mazzotta** : En DESS à Valenciennes en 2000, aujourd'hui directeur d'Interleukin, à Valenciennes.
- **Christophe Simone** : Salarié de RIF en 2000, aujourd'hui consultant.
- **Caroline Sporkowski** : Consultante, puis enseignante en lycée.



Anthony Béharelle



Marie-Claude Armand



Salvatore Calvario



Patrice Loquet



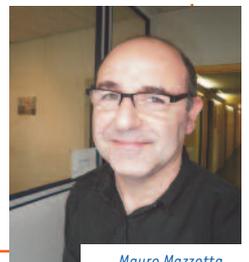
Gérard Dechy



Caroline Sporkowski



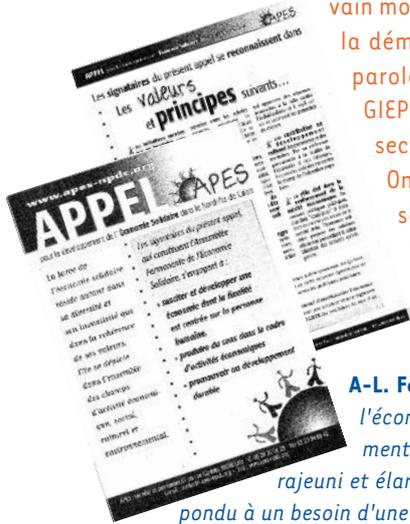
Christophe Simone



Mauro Mazzotta

Naissance et premiers pas :

D'abord, il y a cette réunion fondatrice, le 13 mai 2000, dont beaucoup se souviennent. Ce jour-là, divers réseaux se rassemblent : celui du GIEPP, cette association qui accompagnait déjà des porteurs de projet, mais aussi une nouvelle génération d'acteurs alternatifs, des étudiants en formation d'économie solidaire... Tous ces gens se réunissent pour faire "mouvement" et se distinguer. Ils signeront l'Appel pour une économie solidaire, acte fondateur. Plusieurs centaines de structures, mais aussi des individus, se retrouveront au sein de cette Assemblée Permanente pour une Economie Solidaire, qui ne se veut pas un vain mot. Un mode d'organisation original est choisi, centré sur la démocratie directe : 17 chantiers sont lancés, des porte-parole sont nommés, et une dynamique est enclenchée. Le GIEPP, piloté par Christian Tytgat, apporte son appui pour le secrétariat, l'association formelle ne sera créée qu'en 2002. On travaille à une charte, on prépare des propositions qui seront reprises pour partie dans le Plan régional de développement de l'ESS, on négocie avec les pouvoirs publics pour être reconnus. C'est la période de mobilisation !



A-L. Federici : "L'APES a donné du souffle à l'économie solidaire, elle a sorti le mouvement du champ trop métropolitain, elle l'a rajeuni et élargi à d'autres acteurs. Elle a aussi répondu à un besoin d'une forme organisée des acteurs pour une

meilleure reconnaissance de ceux-ci. Cela se passait au moment des consultations régionales des acteurs, avec le secrétariat d'Etat nouvellement créé. Les gens se sont aussi mobilisés car il y avait cette ouverture nationale. Il y a eu un travail important de partage d'expériences et de propositions."

P. Loquet : "On était sur un territoire dominé par l'économie sociale. Un certain nombre de structures aux pratiques solidaires ne s'y sentaient pas reconnues. L'Assemblée Permanente, ça a été un mouvement en marche, un phénomène de spontanéité populaire. Je me souviens d'une réunion chez André Colin avec Christian Tytgat, on a rédigé l'Appel ensemble. Ensuite, pour l'organisation, sans président, avec des mandats courts, c'était sympa, mais pas très efficace."

M. Mazzotta : "Je faisais le DESS d'économie solidaire à Valenciennes après avoir été licencié de mon entreprise. J'y ai découvert un espace où je pouvais me réconcilier avec l'économie. On est venus à cette réunion à Roubaix avec des gens de la promo, André Renard, Sandrino... Cela faisait du bien de sentir qu'on était nombreux. On voyait l'économie solidaire comme une utopie sérieuse. Je me suis mobilisé sur le chantier « culture » et j'ai représenté pour l'Apes la partie Sud du département. C'était quand même très lillois."

M-C. Armand : "Je suis devenue l'une des porte-parole de l'Assemblée. Je me souviens d'un texte qu'on a écrit sur l'insertion : on se positionnait contre les contrats précaires, les gens retournaient au chômage après ces contrats. Je me souviens aussi de ces collectifs du samedi matin dans une salle archipleine, rue Gantois. C'était plein d'enthousiasme et de bagarre sur les mots. On a créé à l'époque le CODES du Cambésis pour créer un ancrage local que l'APES ne pouvait avoir, on voulait avoir notre autonomie."

S. Graceffa : "L'APES regroupait des gens qui voulaient réfléchir à la manière dont ils travaillaient. C'était une dynamique intéressante de coproduction d'un modèle alternatif. J'étais à la fois dedans et dehors, je me sentais plus entrepreneur que militant, mais je ne me serais jamais intégré dans un réseau d'économie sociale. Il y avait à l'APES l'illusion d'une gouvernance égalitaire, les gens faisaient des efforts pour que le modèle ne soit pas incarné par des individus."

Pour rejoindre l'APES

Votre structure souhaite adhérer à l'APES à titre individuel, être observateur ou bien adhérer à l'APES en tant que porteur de projet ou porteur de projet en soutien au développement de l'économie solidaire.

Votre structure souhaite adhérer à l'APES en tant que porteur de projet, votre structure doit respecter le Statut d'adhésion et peut en outre solliciter le soutien de l'APES pour le développement de l'économie solidaire.

Votre structure souhaite adhérer à l'APES et signer le Statut de l'APES, votre structure doit respecter le Statut d'adhésion et peut en outre solliciter le soutien de l'APES pour le développement de l'économie solidaire.

Pour tout renseignements contacter le Secrétariat Permanent.

déclare et s'engage à :

TITRE 1. Contraintes d'emploi sur un territoire

- Favoriser l'insertion durable des personnes...
- Favoriser les emplois de nuit, le dimanche et les jours fériés...
- Prendre en compte les besoins...

La structure signataire

Je soussigné(e) déclare et s'engage à :

APES
Adhésif pour les structures solidaires
Ministère de l'Économie, du Développement Durable et de l'Énergie

La Charte

En préambule

Cette charte est le fruit d'un travail collectif réalisé au sein de l'Assemblée Permanente de l'Économie Solidaire de Nord-Pas de Calais.

Un certain nombre de valeurs communes ont été retenues et ont servi de base à la rédaction de cette charte. Elle constitue un cadre de référence pour les structures solidaires qui adhèrent à l'APES. Elle est destinée à être lue et discutée par tous les acteurs de la scène économique de la Région Nord-Pas de Calais.

C. Simone : "On était avec RIF dans les mêmes locaux que le GIEPP, ça paraissait naturel d'intégrer l'APES. On ne se reconnaissait pas dans les grosses fédés, on voulait remettre à jour l'éducation populaire, la culture sans grand C. On s'est retrouvé avec des gens qui sortaient des sentiers battus, mais dispersés. Une nouvelle génération d'acteurs apparaissait, consciente des enjeux du développement durable : il fallait traiter ensemble l'humain et l'environnement. Il y avait aussi des militants des Verts qui s'intéressaient à l'économie. On voulait transformer le capitalisme de l'intérieur, et non corriger ses effets."

G. Dechy : "Il y avait un foisonnement d'idées, d'utopies créatives au contact de la réalité. L'APES accueillait des personnes morales, des personnes physiques. On ne demandait pas de certificat de baptême aux entrants. On voyait l'économie solidaire comme une réponse au chômage face au marasme économique, il fallait créer des activités pérennes solidaires, les statuts n'étaient pas importants."

M. Ifri : "J'étais en lien avec le Réseau de l'Économie Alternative et Solidaire à l'époque, on soutenait des initiatives des jeunes des quartiers, y compris financièrement. Avec l'APES, il fallait tout inventer. On a fait un vrai boulot sur la charte, mis en place une éthique. Il y a eu des discussions : fallait-il s'engager sur tous les points ? Ce travail de fondement a donné ensuite la démarche progrès."

A. Lebleu : "L'APES a accompagné notre association de soutien aux salariés de Metaleurop licenciés. J'ai appartenu au collectif au début. Ingénieur dans l'industrie, j'étais un élément dans un système, j'avais peu de possibilité d'innover. A l'APES, je me suis éclaté : j'ai travaillé sur la démarche progrès, ça permettait aux petites structures d'améliorer leurs pratiques avec un minimum de réunions."

H. Knecht : "J'avais créé Flandre Ateliers dans les années 90 avec le soutien de Christian Tytgat, on défrichait ce secteur avec l'enthousiasme des pionniers. L'APES voulait se démarquer de l'économie sociale. Ça a été douloureux pour moi de voir cette crispation entre les deux. Après, les choses se sont apaisées, chacun a trouvé sa place. J'ai avancé un peu en marge, je n'ai pas adhéré à l'approche très politique."



2004 : itinéraire à lens

Des défricheurs aux acteurs

Au fil des années, le mouvement se structure. L'APES embauche des salariés, développe des réflexions par thème (le financement, les filières, la coopération, la gouvernance, les territoires), cherche à améliorer les pratiques (démarche progrès, réflexion sur l'utilité sociale). Elle s'ouvre à d'autres partenaires (syndicats, réseaux nationaux...), et appuie les collectifs d'acteurs sur les territoires de la région. Au niveau interne, l'organisation devient plus classique, l'APES se dote d'un président. Pour certains, c'est l'institutionnalisation, pour d'autres, c'est davantage d'efficacité. L'APES change son nom en 2008 pour devenir réseau, devient "Acteurs Pour une Economie solidaire". Elle est un acteur à part entière de l'économie.

G. Dechy : "On était en avance, quand on a fait la charte. Les 4 axes ont été repris dans de nombreuses réflexions : utilité sociale, lucrativité limitée, ancrage territorial, démocratie interne. Aujourd'hui, l'APES est une tête de réseau vivante qui porte un projet, soutient les territoires et les filières. Elle participe au MES, réseau national, et aux réflexions sur la labellisation. Mon souci dès les débuts a été la pérennisation. Aujourd'hui, l'APES a une vie démocratique interne et un fonctionnement sain. S'il y a maintenant un président, on a gardé le caractère collégial. Point négatif : le soutien à l'ESS est variable selon les territoires, or nous avons besoin du soutien des pouvoirs publics pour intervenir"

C. Simone : "Le passage du terme "économie solidaire" à "économie sociale et

solidaire" a prouvé de manière symbolique qu'on existait. Aujourd'hui, l'APES est davantage reconnue, la crise a prouvé que l'économie classique ne marchait pas. Dans un contexte difficile, nous sommes un peu plus nombreux, des porteurs de projet viennent taper à notre porte. Autre point positif : on a réussi à avoir un vrai débat de fond avec l'économie sociale. En revanche, si l'APES a servi de modèle à d'autres réseaux régionaux, aujourd'hui, d'autres territoires sont plus innovants".

S. Graceffa : "On a réussi à faire reconnaître cette autre réalité, ni économie classique ni économie sociale. L'APES a aussi permis de créer des liens entre structures de territoires différents. Aujourd'hui, c'est à la fois un réseau, une structure d'appui, un espace-ressources,

un peu de tout et rien à la fois. C'est aussi une structure très dépendante des fonds publics."

M. Ifri : "Nos idées sont reprises aujourd'hui : écarts de salaires limités, circuits courts, développement local, épargne solidaire... Toutes les villes de la métropole ont aujourd'hui des postes d'adjoints à l'ESS".

A-L. Federici : "L'image de l'économie solidaire a changé : à l'époque, le bio, le commerce équitable, c'était des gens "pas sérieux". Aujourd'hui, tout le monde a les circuits courts à la bouche. L'APES avait commencé les réflexions sur les liens entre le rural et l'urbain la place de l'argent avec les finances solidaires, les monnaies complémentaires... Et puis je me réjouis que l'APES ne soit pas devenue une structure corporatiste, c'est resté un mouvement qui veut faire avancer des idées. Enfin, c'était très perçu comme lié aux Verts, mais au fil des années, cette image s'est estompée avec l'arrivée de personnes ayant d'autres appartenances politiques."

C. Sporakowski : "L'APES s'est professionnalisée, elle a tiré du privé les bonnes pratiques : se fixer des objectifs, des moyens, ceci pour être pérenne. J'apprécie les journées de rentrée à l'automne qui permettent de réfléchir à l'avenir, de se donner une vision. Et puis l'ESS a fait son entrée dans les lycées. Dans celui où j'enseigne, les élèves comprennent mieux qu'avant de quoi il s'agit."

M. Mazzotta : "Je regrette la structuration plus classique en association : c'était un choix pour avoir des moyens, être reconnu par les institutions. Attention : en ayant trop de cadre, on risque de perdre en fraîcheur. J'ai l'impression que l'efficacité et le souci de l'opérationnel ont pris trop de poids face aux réflexions sur le sens de ce qu'on fait. Par ailleurs, les non-Lillois se sentent moins informés. Ceci dit, l'APES s'est révélée être un espace d'expérimentation concrète et de réflexion sur les pratiques, elle a bien joué son rôle de relais des initiatives sur la région."



2005 : journée de rentrée active en Avesnois

M-C. Armand : *“On est passé d'un fonctionnement en démocratie participative à la démocratie de délégation, je le regrette. En revanche, je me réjouis de voir une équipe de salariés militante, et puis ces jeunes qui arrivent dans l'économie solidaire avec des convictions. J'ai aussi constaté que l'idée de reprise de leur entreprise en SCOP par des salariés est aujourd'hui passée dans les esprits. Il y a dix ans, les gens ne nous écoutaient pas quand on évoquait cette possibilité”*

S. Calvario : *“On a su évoluer par rapport à l'économie sociale. D'ailleurs, en Amérique latine, les appellations signifient l'inverse : les structures d'économie solidaire sont appelées l'économie sociale. Si je mets un bémol, c'est sur la dimension internationale de l'APES, que je ne trouve pas assez poussée. Il ne faut pas rester franco-français, soyons solidaires des pays pauvres.”*

H. Knecht : *“ L'APES a bien joué son rôle de mise en réseau d'initiatives innovantes. Y'a pas de petits projets, ya que de grandes valeurs ! Attention à ne pas tomber dans le dogmatisme. Pourvu que l'APES garde son identité dans la grande famille de l'ESS.”*

A. Béharelle : *“J'ai croisé le chemin de l'APES par hasard en 2005 à un stand sur le festival organisé par RIF. Je travaillais à l'époque dans l'industrie automobile, mais je n'étais pas satisfait. Cependant, je ne voyais pas de troisième voie entre capitalisme et communisme. Ces valeurs et ce côté pragmatique de l'économie solidaire m'ont parlé. Quand j'ai créé l'entreprise Croc'la vie, j'ai adhéré au collectif. Venir à l'APES me permet de prendre des distances avec le quotidien : en travaillant sur la démarche “alimentation”, j'ai affûté des arguments face à mes interlocuteurs. De même, je m'intéresse aux travaux menés actuellement sur l'utilité sociale. Aujourd'hui, les valeurs de l'ESS sont reconnues, même s'il y a de la récupération, de “l'ESS-washing”. Des étudiants en école de commerce, des ingénieurs viennent me voir, sont de plus en plus en recherche de sens.”*



2006 : journée de rentrée à Lomme



Visite de Maliens et Marocains avant Lux 2009



2007 : Rencontre à Roubaix sur la crise

Territoires : bilan d'étapes

En 2003, six territoires se lançaient dans une stratégie de développement de l'ESS. Aujourd'hui, c'est le cas de 21 territoires. L'APES les appuie, avec une intervention différenciée selon leur état d'avancement, en partenariat avec la CRESS. Sur le terrain, les réalités sont disparates. Certains sont allés au-delà de la sensibilisation et ont considéré l'ESS comme un axe important dans leur développement économique : Artois Comm', la Communauté d'Agglomération du Boulonnais ou LMCU. D'autres se sont montrés moins volontaristes malgré la pression du Conseil Régional, qui a renouvelé son soutien à l'ESS dans le Schéma Régional de Développement Economique en 2009. Une chose est sûre : pour que la démarche soit un succès, il faut marcher sur les deux jambes : d'un côté, une collectivité en soutien, de l'autre un collectif d'acteurs rassemblé, forces de propositions et véritable partenaire de la collectivité.

Après une période de sensibilisation et de meilleure connaissance entre acteurs, l'idée est d'incarner l'ESS sur le territoire. Pourquoi ne pas mener des projets collectifs et emblématiques, mêlant marchand, non-marchand et public ?

Nous avons choisi de faire un (bref) éclairage sur trois territoires situés à trois phases différentes du développement de l'ESS.

Artois Comm., la pionnière

Ce vaste territoire intercommunal est un exemple : il a dès ses débuts il y dix ans initié une démarche volontariste de développement de l'ESS. "A l'époque, on parlait de services de proximité", raconte Gérard Delahaye, vice-président d'Artois Comm. "Les élus avaient une vision humaniste du développement économique. Sur un territoire minier qui a souffert de l'économie capitaliste mais bénéficiant d'un fort tissu associatif, ils ont voulu rapidement explorer d'autres pistes que l'industrie : les services à la personne, l'économie de proximité, tout en veillant à partir des besoins de la population."

Aujourd'hui, l'ESS est le secteur qui connaît le plus développement en matière d'emploi. Artois Comm. a

sensibilisé les habitants mais aussi ses équipes en interne (en adhérant à la démarche progrès de l'APES). A présent, elle a inscrit l'ESS dans le marbre de son Plan local de développement Economique, propose aux porteurs de projet en ESS un accompagnement technique et financier. "Nous voulons mener un projet économique global, l'ESS innove dans la coopération, cela peut irriguer les entreprises classiques", note Gérard Delahaye.

"En revanche, si nous avons pris en charge beaucoup de choses, il faut maintenant redonner la parole aux acteurs", poursuit Valérie Morel, directrice du service de développement économique.

"Il faut laisser vivre les initiatives sur le territoire, sans forcément les lier à nos politiques. Il reste à créer aussi une approche collective de l'ESS chez les acteurs."

Pour sa part, Artois Comm. a pour projet de s'associer aux autres territoires de la région pour peser en faveur de ce secteur.



La fête à dd, journée de valorisation du Laboratoire d'idées

Pour la régie de quartier du Mont Liébaut, à Béthune, Artois Comm. a créé des passerelles avec d'autres entreprises. "Nous avons des contacts avec des entreprises qui embauchent des salariés en insertion", explique Francine Hauteceur, la directrice. "La mise en place de la clause sociale nous a aussi ouvert des portes." Cette structure a fondé avec d'autres (Café des enfants, restaurant d'insertion, AMAP...) un réseau d'acteurs ESS, le Laboratoire d'idées. "Le but est de se faire connaître et de mutualiser. On s'est connu, on a commencé à travailler ensemble, l'APES nous aide à nous structurer". Le collectif est en discussion avec Artois Comm. pour créer un lieu emblématique, qui pourrait rassembler différentes fonctions : commercial, échanges, permanences de services publics...



Rencontre de sélistes en Flandre

Le Pays de Saint-Omer, entre deux eaux

Après avoir élaboré une stratégie ESS et rassemblé les acteurs en 2008, le Pays de Saint Omer semble s'être essoufflé. *"Nous avons effectué un travail de valorisation des structures",* note Hubert Darques, chargé de mission du Pays. *"Et puis il y a eu des créations d'activités : une ressourcerie, un incubateur de SCOP, deux Cigales, un garage social... La difficulté, c'est de réunir des acteurs variés."* L'espoir vient à présent du côté de la nouvelle élue référente à l'ESS. *"Il faut démontrer l'utilité de l'ESS pour le développement du territoire. Dans une ambiance économique incertaine (par ex. les difficultés de la Cristallerie d'Arques), elle peut contribuer à tirer les gens vers le haut",* constate le chargé de mission.

Pour Dominique Rembotte, la nouvelle élue référente, également conseillère régionale, il serait souhaitable que les acteurs parviennent à une culture commune. *"J'ai le sentiment qu'ils sont pour l'instant juxtaposés, il faudrait une articulation entre eux. Et pour les élus, l'ESS s'apparente trop souvent et de manière restrictive à l'insertion. Si elle y est fortement liée, elle a aussi une entrée économique importante, d'où l'implication de la Région."* Pour l'élue régionale, il importe de créer un groupe pour explorer des pistes : mobilité, énergie, tourisme... *"L'ESS peut intervenir dans ces domaines, il faut maintenant passer au concret."*

Benoît Warzée, d'Espace 36, structure artistique, a l'impression que la dynamique collective stagne. *"On est toujours dans les starting blocks. Il faudrait des financements, engager des actions, faire connaître les SCOP, les SCIC, informer les gens que l'ESS peut répondre au problème des délocalisations..."* Selon Jacques Flandrin, co-gérant de l'Aa Cigales, *"ça bouge un peu, mais il manque une coordination plus formelle des actions. Il faudrait développer aussi un sentiment d'appartenance à l'ESS : les assos se considèrent toujours comme étant dans le secteur associatif, et non dans l'ESS. Il faudrait fédérer les initiatives et prendre les choses en main sans être à la remorque des collectivités."*

Les Moulins de Flandre, un jeune pays au travail

Territoire rural, le Pays des Moulins de Flandre a mené en 2008 quelques actions ponctuelles en faveur de l'ESS. *"Depuis peu, nous avons une stratégie plus pensée",* raconte Philippe Pilyser. *"L'APES nous a accompagnés sur la structuration d'un collectif d'acteurs du territoire : associations, musées locaux, clubs cigales, coopératives agricoles... Elle a amené des idées d'initiatives se déroulant ailleurs, en région ou en France, dont on pourrait s'inspirer"*. L'objectif à présent est de soutenir la création d'emplois dans ce secteur, de mutualiser les moyens humains et aussi de faire porter les projets par les acteurs. Un projet de musée du pain porté par M. Dehandschowaecker va prendre une dimension plus collective : lieu de pédagogie, mais aussi d'apprentissage pour des jeunes en insertion, lieu de production et de vente de pains faits à partir de matières locales bio.... *"Le but est de sortir de l'affichage, de faire en sorte que des choses concrètes se fassent. L'ESS doit devenir une filière de développement économique."*

Pour l'association "Les Jardins du Cygne", le Pays a donné une impulsion pour créer une dynamique collective. *"Il y a ce projet de développer une filière bois, et cette autre sur une filière bio, il faudra sensibiliser les consommateurs et travailler avec les producteurs locaux",* note Pierre Gillot, le directeur. *"La mise en place de projets communs va permettre de créer une solidarité entre les partenaires. Reste à impliquer les élus dans cette dynamique."*

Patrick Chatelais, du SEL des Saules, voit tout cela d'un bon oeil également. *"Cela permet de faire connaître le SEL auprès des autres acteurs. Il n'y a pas encore de contacts formalisés mais on commence à travailler ensemble. On pourrait entamer une réflexion sur les transports en milieu rural, mettre en place un système de voiture partagées..."*

Comment envisager l'avenir ?

Quels chemins devrait emprunter l'APES dans les années à venir ? Davantage reconnue par les institutions, davantage connue par le grand public, l'association pourrait continuer à creuser son sillon et être le lieu de nouveaux projets : lieu de réflexion et de capitalisation ? Organisation qui interpelle et pèse dans les débats, par exemple sur la question de la labellisation ? Lieu d'innovation et de brassage d'idées ? Structure qui rendrait des services à ses adhérents ? Les idées ne manquent pas !

P. Loquet : "Est-on assez dérangeant ? L'APES doit mettre en question la pensée dominante, sa force est de penser autrement. Elle pourrait interpeller les mutuelles qui ne mettent pas en oeuvre la clause sociale quand elles construisent leurs bâtiments. Elle pourrait intervenir dans le débat européen : les services économiques d'intérêt général sont un piège qui risque de nous enfermer dans la seule dimension économique. Il faut réinventer l'utilité sociale !"

A.L. Federici : "L'APES doit continuer à labourer les territoires, à travailler sur des filières, en faisant bouger les lignes. Faire connaître, faire reconnaître les centaines d'acteurs qui font de l'économie autrement en région, donner envie à d'autres de s'investir dans l'ESS, ces ambitions sont plus que jamais nécessaires."

H. Knecht : "L'APES a vocation à brasser les idées qui germent en matière d'expérimentations et d'innovation sociale et solidaire, à les développer sur le territoire. Elle doit mettre la barre plus haut que les autres. Pourquoi ne pas créer un pôle d'excellence qui réunirait l'APES, les entrepreneurs sociaux, les chercheurs, la Région pour réfléchir sur ces innovations ?"

G. Dechy : "Il faut chercher les M. Jourdain de l'ESS, les convaincre qu'ils font partie de notre mouvement. Il faut aussi chercher des alliances avec d'autres sans perdre notre identité : sur le logement, face aux enjeux d'isolation et d'auto-réhabilitation, nous pouvons développer des liens avec les artisans, les petites entreprises de terrain. Avec la CRESS, nous travaillons aujourd'hui sur un projet d'agence de développement. A plus long terme, il faudra délimiter des périmètres où tout n'est pas marchand"

S. Graceffa : "L'APES pourrait être un lieu de réflexions et de production d'idées, elle devrait capitaliser. Elle pourrait être plus opérationnelle, en regroupant des structures et en

partageant des moyens. Enfin, elle devrait faire davantage passer l'idée que le droit à l'initiative pour tous est possible, on peut promouvoir des jeunes à des postes à responsabilités".

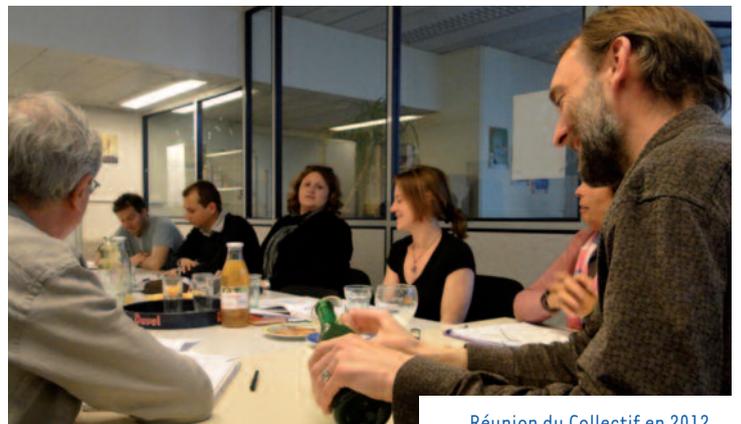
C. Simone : "Il faudrait proposer des services nouveaux aux adhérents, coller à leurs besoins. Je pense aussi qu'il est urgent de s'atteler à ce chantier de la certification : il faut trouver un moyen de nous distinguer de l'économie verte. N'attendons pas que l'Etat donne un cadre !"

M. Mazzotta : "Demain, l'économie solidaire peut être moteur pour les économies locales. Elle doit apporter des espaces d'expérimentations concrètes en matière de circuits courts, de culture, de logement... Elle doit démontrer qu'elle propose une alternative au capitalisme. C'est un phare qui donne de l'espoir."

M-C. Armand : "L'important, c'est de démontrer aujourd'hui qu'il est possible de faire autrement. Plutôt que de lutter contre, mettons en avant des structures qui ont des pratiques d'économie solidaire."

A. Lebleu : "Habitant d'Hénin, le score du FN m'a interrogé au mois de mai dernier. L'APES doit continuer à creuser le sens du collectif, pour lutter contre l'individualisme de notre société."

B. Leverd : "Il faut être reconnu comme acteur de l'économie tout court, et non comme de doux dingues : faire reconnaître ce qu'on apporte pour l'intérêt général. Il y a dans nos activités des notions d'entraide, on n'est pas dans le caritatif, il faut aussi faire reconnaître la valeur du travail et non du profit."



Réunion du Collectif en 2012



APES, Maison de l'Économie Solidaire,
81 bis rue Gantois, 59000 Lille
Tél. 03 20 30 98 25 - Fax. 03 20 54 68 42
E-mail : contact@apes-npdc.org
site de l'APES : www.apes-npdc.org

Tarif plein / numéro : 3 €



Directeur de la publication

Gerard Dechy, Président de l'APES

Rédaction : Patricia Hanssens, APES

Comité de rédaction et de relecture : Bernard Fautrez - Patrick Girard - Véronique Branger - Mauro Mazzotta - Guillaume Delevaque - Alain Goguy - Dominique Debuis

Conception graphique : Xavier DUMUR

Illustration : Boualem Khelifi

Gravure - Impression : Impression directe tirage à 800 ex. Imprimé sur papier recyclé
ISSN 1769-9789 - dépôt légal 2008